Greffe du tribunal de commerce de GRASSE

37, Ave P. Semard
BP 61030
06133 GRASSE
Tél:0492607500
Fax: 0492607513

EUROFORMALITES
142,AV DE PARIS
94306,VINCENNES CEDEX

GRASSE, le 20 Novembre 2002

Nos références : / KVN

Certificat de dépôt d'acte(s) de société

Numéro d'identification : 423 675 644
Numéro de gestion : 2000 B 00324

Dénomination : QUESCOM
Adresse : 7,RUE SOUTRANE
ARCHE DES DOLINES
06560 VALBONNE

Nous soussigné, Greffier du tribunal de commerce de GRASSE certifions avoir reçu en dépôt le(s) acte(s) concernant la société sus-citée.

Numéro du dépôt: 3002
Date du dépôt: 14/11/2002

- *Acte en date du : 03/06/2002*
  RAPPORT COMMISSAIRE AUX COMPTES
- *Acte en date du : 12/06/2002*
  PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE MIXTE
  Décision: AUGMENTATION DE CAPITAL
  Décision: MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)
- *Acte en date du : 12/06/2002*
  STATUTS A JOUR
- *Acte en date du : 21/06/2002*
  CERTIFICAT
  Décision: ATTESTATION BANCAIRE
- *Acte en date du : 27/05/2002*
  RAPPORT COMMISSAIRE AUX COMPTES
- *Acte en date du : 27/05/2002*
  RAPPORT COMMISSAIRE AUX COMPTES
- *Acte en date du : 27/05/2002*
  RAPPORT COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

Greffe du tribunal de commerce de GRASSE

37, Ave P. Semard
BP 61030
06133 GRASSE
Tél:0492607500
Fax: 0492607513

Le Greffier,

Vous avez un mois à partir de la décision prise par l'A.G.E., pour procéder à la modification auprès du R.C.S. (article 22 du décret n°84406 du 30 mai 1984).

Droits de Greffe (46) hors frais postaux, Décret 861098 du 10 Octobre 1986	HT T.V.A. (19.6%) T.T.C.	1.93 0.38 2.31	EUR EUR EUR

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A VALBONNE
LE 05 SEP. 2002
F° 92 BORD 1386 N° 5
REÇU { - Dt DE TIMBRE cent huit euros
- Dts D'ENREG deux cent trente euros
IR = vingt neuf euros quarante cinq centimes
Signature :

Mention par Duplicata

CERTIFIE CONFORME
Le Président

QUESCOM
Société anonyme au capital de 9.462.490,35 Euros
Siège social : 7, rue Soutrane – 06560 Valbonne
423 675 644 RCS Grasse

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 12 JUIN 2002

L'an deux mil deux et le douze juin à 10 heures, les actionnaires de la société QUESCOM S.A., société anonyme au capital de 9.462.490,35 euros, divisé en 63.083.269 actions d'une valeur nominale de 0,15 euros chacune, se sont réunis en assemblée générale mixte, ordinaire et extraordinaire au siège social, sur la convocation faite par le Conseil d'administration par lettre simple adressée à chaque actionnaire et lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Commissaire aux comptes, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Il a été établi une feuille de présence à laquelle ont été annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires et qui a été émargée par les actionnaires présents et par les mandataires des actionnaires représentés.

L'assemblée est présidée par Monsieur Philippe Oros, Président.

BayTech Venture Capital GmbH & Co. KG et Monsieur Thierry Perrand, actionnaires présents représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Madame Martine Coumert est désignée comme secrétaire.

Monsieur Didier Michel et Monsieur Salmon-Lefranc, Commissaires aux comptes dûment convoqués, sont excusés.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le tiers des actions composant le capital social.

L'assemblée réunissant au moins le tiers des actions ayant le droit de vote pour les décisions relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire et au moins le quart des actions pour les décisions relevant de la compétence de l'assemblée générale ordinaire, est déclarée régulièrement constituée pour délibérer valablement.

Monsieur le Président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- les copies des lettres de convocation à l'assemblée adressées à tous les actionnaires,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation à l'assemblée adressée au commissaire aux comptes,
- la feuille de présence à l'assemblée à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires,
- le rapport du Conseil d'administration,
- le rapport du Commissaire aux avantages particuliers,
- les rapports des Commissaires aux comptes ;

Puis Monsieur le Président déclare que la liste des actionnaires, arrêtée le seizième jour avant la réunion de l'assemblée a été tenue à la disposition des actionnaires au siège social, pendant les quinze jours qui ont précédé la réunion de l'assemblée, et qu'en outre les documents et renseignements énumérés à l'article 139 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales et notamment ceux visés ci-après ont été tenus à la disposition des actionnaires au même lieu depuis la convocation de l'assemblée, à savoir :

- le texte du projet de résolutions présenté par le Conseil d'administration,

- le rapport du Conseil d'administration ,

- un document mentionnant les nom et prénom usuel des administrateurs et l'indication des autres sociétés dans lesquelles ceux-ci exercent des fonctions de gestion, de direction, d'administration et ou de surveillance.

L'assemblée lui donne acte de ses déclarations.

Monsieur le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A. <u>En la forme ordinaire</u>

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'activité de la société et les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2001.
2. Rapport général du Commissaire aux Comptes sur les comptes dudit exercice et sur l'exécution de sa mission.
3. Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce.
4. Approbation desdits comptes, opérations et conventions de l'exercice.
5. Quitus aux Administrateurs.
6. Affectation du résultat de l'exercice.
7. Renouvellement des mandats des administrateurs.

B. <u>En la forme extraordinaire</u>

1. Augmentation de capital réservée à personne dénommée par émission d'actions préférentielles de catégorie B ;

   Suppression en conséquence du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées ;

   Modifications corrélatives des statuts ;

2. Émission et attribution au profit de personne dénommée d'un bon de souscription d'actions de catégorie B ;

   Suppression en conséquence du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées ;

3. Augmentation de capital réservée aux salariés, conformément à l'article L. 225-129 du Code de commerce ;

   Suppression en conséquence du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées ;

4. Pouvoirs à donner au conseil d'administration.

Puis Monsieur le Président donne lecture du rapport de gestion et du rapport du Conseil d'administration sur les question à l'ordre du jour relevant de la compétence de l'assemblée générale en sa forme extraordinaire. Il donne également lecture du rapport du Commissaire aux avantages particuliers et des Commissaires aux comptes.

Enfin, Monsieur le Président déclare la discussion ouverte.

Monsieur le Président déclare se tenir à la disposition de l'assemblée pour fournir à ceux des membres qui le désirent, toutes explications et précisions nécessaires ainsi que pour répondre à toutes observations qu'ils pourraient juger utiles de présenter.

Puis personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met aux voix la résolution figurant à l'ordre du jour.

ASSEMBLEE GENERALE EN LA FORME ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2001, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes et le bilan de cet exercice, se soldant par une perte de 4.186.949 euros.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice approuvé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, donne acte au Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes de ce dont il lui a été rendu compte.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter la perte de l'exercice social clos le 31 décembre 2001, s'élevant à 4.186.949 euros au débit du compte "report à nouveau", ce dernier passant de (1.758.477) euros à (5.945.426) euro.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale constate qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des précédents exercices.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

ASSEMBLEE GENERALE EN LA FORME EXTRAORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, du rapport du commissaire aux avantages particuliers et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur le projet d'augmentation du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice du Fonds de Co-Investissement pour les Jeunes Entreprises, décide, sous les conditions suspensives de l'adoption de la deuxième résolution relative à la suppression du droit préférentiel de souscription et de la ratification des décisions de la présente assemblée par l'assemblée générale spéciale des titulaires d'actions privilégiées de catégorie B, d'augmenter le capital de quatre cent quatre vingt deux mille trois cent quinze euros et dix eurocents (482.315,10 €) par l'émission de trois millions deux cent

quinze mille quatre cent trente quatre (3.215.434) actions privilégiées de catégorie B d'une valeur nominale de 0,15 €, émises au prix unitaire de 0,311 €, prime d'émission de 0,161 € incluse.

Les actions privilégiées de catégorie B seront libérées en totalité lors de la souscription qui pourra intervenir soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société. Elles porteront jouissance au premier jour de l'exercice au cours duquel elles seront créées.

La souscription sera reçue au siège social au plus tard le 21 juin 2002. Si à cette date, la souscription et le versement correspondant n'ont pas été recueillis, la décision d'augmentation de capital sera caduque.

Les actions privilégiées de catégorie B bénéficieront, pour la même durée, de l'ensemble des droits reconnus aux actions privilégiées de catégorie B émises à l'occasion de l'assemblée générale extraordinaire du 24 avril 2002.

Les actions privilégiées de catégorie B bénéficieront donc des droits suivants :

a) Droit privilégié dans le boni de liquidation

Dans l'hypothèse de liquidation amiable ou judiciaire de la Société, les capitaux propres subsistant après le remboursement du nominal des actions seront utilisés en priorité pour rembourser aux titulaires d'actions privilégiées de catégorie B, à égalité entre eux, la prime d'émission versée, dans la limite du montant de la prime d'émission versée pour chaque action. Le solde des capitaux propres, s'il en existe un, sera enfin réparti également entre toutes les actions de la Société à quelque catégorie qu'elles appartiennent.

b) Conseil d'administration

Les titulaires d'actions privilégiées de catégorie B, statuant à la majorité simple, disposeront du droit exclusif de désigner tous les candidats à l'effet de pourvoir cinq des huit postes d'administrateurs qui composeront le Conseil d'administration.

c) Droit d'information spécifique des titulaires d'actions privilégiées de catégorie B

En complément des droits qui leur sont attribués par la loi, les règlements et les statuts de la Société, les titulaires d'actions privilégiées B recevront les informations suivantes :

- les comptes annuels arrêtés dans les quatre-vingt-dix (90) jours après la clôture de l'exercice;
- le plan de trésorerie glissant à trois mois et le chiffre d'affaires mensuel et l'écart par rapport aux prévisions dans les quinze jours (15) suivants la fin du mois concerné;
- les états trimestriels dans les trente (30) jours suivant la fin du trimestre;
- le budget annuel prévisionnel dans les trente (30) jours avant le début de l'exercice concerné;
- l'état du carnet de commandes et le portefeuille commercial, ainsi que l'état d'avancement du plan de développement tous les mois.

Les états financiers mensuels et trimestriels et leur comparaison avec le budget annuel seront adressés aux administrateurs et aux censeurs dès qu'ils auront été établis.

Le Conseil d'administration arrêtera les modalités selon lesquelles les informations susvisées seront transmises à leurs destinataires.

d) Durée des droits attachés aux actions privilégiées de catégorie B et modification de ces droits

Il est convenu que les droits spécifiques attachés aux actions privilégiées de catégorie B cesseront à la première des deux dates suivantes : (i) la date de l'admission des actions de la Société aux négociations d'un marché réglementé ou une bourse de valeurs en France ou à l'étranger ou (ii) à l'expiration d'un délai de dix (10) ans à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 28 février 2002 et à l'occasion de laquelle lesdites actions privilégiées de catégorie B ont été créés.

Le sort des actions privilégiées de catégorie B en cas d'opérations sur le capital social sera le suivant :

GP

- En cas d'augmentation de capital par attribution d'actions gratuites, les actions attribuées en vertu des droits attachés aux actions d'une catégorie seront elles-mêmes des actions de même catégorie.

- En cas d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, l'assemblée générale décidant l'augmentation de capital statuera sur la catégorie des actions émises.

- Les actions issues de la division du montant nominal appartiendront à la même catégorie que les actions dont le nominal est divisé.

- Seules les actions d'une même catégorie pourront être regroupées pour former une ou plusieurs actions de la même catégorie.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur le projet d'augmentation du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice du Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires et de réserver la souscription de la totalité des 3.215.434 actions privilégiées de catégorie B visées à la première résolution, au profit du Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises" FCPR (FCJE) agissant par son gérant la société "FPCR Gestion", société anonyme simplifiée au capital de 775 000 euros, dont le siège social est situé 56, rue de Lille, 75007 Paris, immatriculée au RCS de PARIS, sous le numéro SIRET 433 975 224 00018

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, et sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital visée à la première résolution ci-dessus, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article 6 des statuts.

"ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de neuf millions neuf cent quarante quatre mille huit cent cinq Euros et quarante cinq Eurocents (9.944.805,45 €), divisé en 66.298.703 actions d'une valeur nominale de 0,15 Euro (0,15 €) chacune, entièrement libérées et réparties comme suit :

- 7.416.000 actions ordinaires de catégorie 0, numérotées 1 à 7.416.000 ,

- 58.882.703 actions privilégiées de catégorie B, numérotées de 7.416.001 à 66.298.703."

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour procéder, dans le délai fixé à la première résolution, à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital qui y est visée, recueillir la souscription et le versement correspondant, constater la libération des actions nouvelles par versement de numéraire ou par compensation et prendre toutes mesures nécessaires et/ou utiles en vue de la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, du rapport du commissaire aux avantages particuliers et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur le projet d'émission d'un bon de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice du Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises:

α décide, sous réserve de l'adoption de la première résolution et de la sixième résolution relative à la suppression du droit préférentiel de souscription, d'émettre au bénéfice du Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises un (1) bon de souscription d'actions de catégorie B (ci-après dénommé « BSA « B » ») assimilable en tout point aux BSA B émis à l'occasion de l'assemblée générale extraordinaire du 28 février 2002.

Ce BSA "B" sera donc émis sous forme nominative et sera incessible.

α décide que le BSA "B" sera émis gratuitement et sera exerçable :

(i) par le Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises, dès lors qu'un ou plusieurs tiers non-actionnaires souscriraient dans les trois ans à compter du 28 février 2002 à une nouvelle augmentation de capital de la société sur une base de valorisation inférieure à celle retenue pour l'émission des actions privilégiées de catégorie B, soit moyennant un prix par action inférieur à 0,311 €, sous réserve de tout ajustement afin de tenir compte de toute division ou de tout regroupement des actions de la Société, au jour de la réalisation de la nouvelle augmentation de capital ; et

(ii) par le Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises, pour autant que celui-ci aura souscrit à une nouvelle augmentation de capital de la société sur une base de valorisation inférieure à celle retenue pour l'émission des actions privilégiées de catégorie B, soit moyennant un prix par action inférieur à 0,311 €, sous réserve de tout ajustement afin de tenir compte de toute division ou de tout regroupement des actions de la Société, dès lors que cette augmentation de capital sera réalisée après le délai de trois ans visé au (i) ci-dessus et avant l'expiration d'un délai de cinq (5) ans à compter du 28 février 2002, délai à partir duquel le BSA "B" sera caduc et perdra toute validité.

α décide que le BSA "B" donnera droit au Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises de souscrire, à un prix égal à leur valeur nominale, à un nombre d'actions privilégiées de catégorie B de la société (ci-après dénommé "N") déterminée selon la formule suivante :

$$N = [(P-V) / (V-VN+0,0457)] \times NAPB$$

Où : P = Prix de souscription d'une action de la Société retenue pour la souscription du Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises, soit 0,311 €, éventuellement ajusté afin de tenir compte de toute division ou de tout regroupement des actions de la Société ;

V = Valeur de l'action de la Société retenue pour la nouvelle augmentation de capital donnant le droit d'exercer le BSA "B";

VN = Valeur nominale de l'action de la Société, soit 0,15 €, éventuellement ajustée afin de tenir compte de toute division ou de tout regroupement des actions de la Société ; et

NAPB = Nombre d'actions privilégiées B détenues par le Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises, soit 3.215.434, éventuellement ajusté afin de tenir compte de toute division ou de tout regroupement des actions de la Société.

Dans l'hypothèse de rompus, le nombre total d'actions souscrites le Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises en exercice de son BSA B sera arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

α autorise, en conséquence de l'émission du BSA "B", le Conseil d'administration à procéder aux augmentations de capital nécessaires pour remettre au Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises, en cas d'exercice de ses droits, les actions privilégiées de catégorie B lui revenant. Cette

autorisation d'augmentation de capital serait caduque à défaut d'exercice par le Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises de ses droits dans les cinq (5) ans à compter du 28 février 2002.

α décide de supprimer, comme conséquence de cette émission de BSA "B", et conformément aux dispositions de l'article L. 228-95 du Code de commerce, le droit préférentiel de souscription bénéficiant aux actionnaires propriétaires d'actions au jour de l'exercice du BSA "B", au titre des actions nouvelles qui seront émises à raison de l'exercice dudit BSA "B".

Afin d'exercer son droit de souscription aux actions, le Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises devra en faire la demande, auprès de la Société, accompagnée du montant total de sa souscription.

Les actions privilégiées de catégorie B nouvelles souscrites au moyen de l'exercice du BSA "B" devraient l'être en numéraire ou par compensation et devraient être libérées à la souscription. Elles porteraient jouissance à compter du premier jour de l'exercice au cours duquel le BSA "B" aura été exercé. Elles jouiraient des mêmes droits et seraient entièrement assimilées aux actions privilégiées de catégorie B anciennes.

En cas d'augmentation de capital comme en cas d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit des actionnaires ainsi qu'en cas de fusion ou de scission, le Conseil d'administration pourrait suspendre l'exercice du droit de souscription pendant un délai qui ne pourrait excéder trois mois.

Par ailleurs, l'assemblée générale extraordinaire s'interdit, tant qu'il existera des bons de souscription en cours de validité, d'amortir le capital de la Société et de modifier la répartition des bénéfices ; elle se réserve toutefois la possibilité de créer des actions à dividende prioritaire sans droit de vote à la condition de réserver les droits des titulaires des bons de souscription.

Tant qu'il existera des bons en cours de validité, les droits des titulaires desdits bons seront réservés ou réduits dans les conditions prévues aux articles L. 225-153, L. 225-154 et L. 225-156 du Code de commerce et 171 à 174-2 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, conformément aux articles L. 228-95 et L. 225-138 du Code de commerce et après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, du rapport du commissaire aux avantages particuliers et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur le projet d'émission d'un bon de souscription d'actions avec suppression des droits préférentiels de souscription au bénéfice du Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires au BSA "B" au profit de celui-ci.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire confère au conseil d'administration tous pouvoirs pour faire tout ce qui sera nécessaire pour la bonne réalisation de l'émission du BSA "B" et de ses suites, recevoir les souscriptions et les versements correspondants émanant du porteur du bon, constater la réalisation définitive de l'émission du BSA "B" ainsi que la réalisation des augmentations de capital successives qui résulteront de l'exercice des BSA "B", procéder à la modification corrélative des statuts et, plus généralement, effectuer toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

Conformément à la loi n° 2001-152, du 19 février 2001 sur l'épargne salariale, dans son article 29 qui modifie l'article L. 225-129 du Code de commerce, chaque fois qu'une assemblée décide une augmentation de capital, elle doit délibérer sur une résolution tendant à réaliser une augmentation en faveur des salariés.

En conséquence, l'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur le projet d'augmentation du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice des salariés et délégation au Conseil d'administration, en application des dispositions de l'article L. 225-129 du Code de Commerce et de l'article L. 443-1 du Code Travail,

α délègue au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, par émission d'actions réservées aux salariés de la Société qui remplissent les conditions éventuellement fixées par le Conseil d'administration,

α décide de supprimer en conséquence le droit préférentiel de souscription attribué aux actionnaires par l'article L. 225-132 du Code de Commerce et de réserver la souscription desdites actions aux salariés, dans les conditions prévues aux articles L. 443-1 et suivants du Code du Travail,

α délègue au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder au profit des mêmes bénéficiaires à des attributions gratuites d'actions d'autres titres donnant accès au capital, sous réserve que l'avantage en résultant n'excède pas les limites fixées par la loi,

α fixe à cinq ans à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de présente délégation,

α décide de fixer à 75.000 euros le montant maximal de l'augmentation de capital correspondant à 500.000 actions ordinaires de catégorie O de la Société qui pourront être ainsi émises et attribuées gratuitement,

α décide que le prix d'émission d'une action sera déterminé par le Conseil d'administration, conformément aux méthodes objectives retenues en matière d'évaluation d'actions en tenant compte, selon une pondération appropriée à chaque cas, de la situation nette comptable, de la rentabilité et des perspectives d'activité de l'entreprise. A défaut, le prix d'émission sera déterminé en divisant par le nombre de titres existants le montant de l'actif net réévalué d'après le bilan le plus récent. Celui-ci doit être ainsi déterminé à chaque exercice sous le contrôle des Commissaires aux comptes. En cas d'admission des actions aux négociations sur un marché réglementé, le prix d'émission d'une action sera fixé par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 443-5 du Code du Travail.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent et de la réalisation des opérations prévues par lesdites résolutions.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Philippe Oros
Président

BayTech Venture Capital
représentée par M. Jude Ngu'Ewodo

Thierry Perrand

Martine Coumert

CCF

CERTIFICAT DE DEPOT DE FONDS

Augmentation de capital

Je soussigné Edouard LEVEAU-VALLIER agissant en qualité de directeur de l'agence de Neuilly-Roule sise 21, rue du Château à NEUILLY SUR SEINE (92200) du CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE, Société Anonyme dont le siège social est à Paris, 8ème, 103, Avenue des Champs Elysées, inscrite sur la liste des banques françaises et autorisée en conséquence à être dépositaire des fonds, conformément à la loi n° 83-1 du 3 janvier 1983 et au décret n° 67-236 du 23 mars 1967,

atteste par la présente que **la somme de 999.999,97 euros (neuf cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre vingt dix neuf euros et quatre vingt dix sept centimes) constituant l'intégralité des montants versés au titre de l'augmentation de capital de la Sté QUESCOM S.A au capital de 9.462.490,35 euros dont le siège social est situé à Valbonne (06560), Arche des Dolines 7 rue Soutrane,**

dont

482.315,10 euros (quatre cent quatre vingt deux mille trois cent quinze euros et dix centimes) de nominal

et

517.684,87 euros (cinq cent dix sept mille six cent quatre vingt quatre euros et quatre vingt sept centimes) de prime d'émission ,

a été déposée dans les caisses du CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE.

A Neuilly sur Seine, le 21 juin 2002

Crédit Comm...
Agence ...
21, rue ...
92200 Neu... e
Tél. 01 41 92 99 60

CERTIFIE CONFORME
Le président du CA

SA QUESCOM
7 rue Soutrane
06560 VALBONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX AVANTAGES PARTICULIERS ETABLI EN CONFORMITE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 225-147 DU CODE DE COMMERCE

Charles Géronimi

H . E . C .

EXPERT COMPTABLE D.P.E.

Inscrit au Tableau de l'Ordre de la Région de Marseille

COMMISSAIRE AUX COMPTES• EXPERT INSCRIT PRES LA COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE

QUESCOM
Société Anonyme
Au capital de 9.462.490,35 Euros
Siège social : 7 Rue Soutrane
06560 Valbonne

RCS GRASSE B 423 675 644(324B2000)

****

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX AVANTAGES PARTICULIERS ETABLI EN CONFORMITE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 225-147 DU CODE DE COMMERCE PRESENTE PAR MONSIEUR CHARLES GERONIMI

****

Le présent rapport a été établi en application des dispositions de l'article 225-147 du code de commerce.

Ma nomination est intervenue aux termes d'une ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Grasse, en date du 15 Mai 2002.

La mission qui m'a été dévolue s'inscrit parmi les « autres interventions définies » par le cadre conceptuel des interventions du commissaire aux comptes.

Cette mission a pour objet l'appréciation d'avantages particuliers, par référence à des critères identifiés, et au regard d'objectifs définis.

En conséquence, elle ne relève pas d'une mission d'audit ou d'une mission d'examen limité.

1°- PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES AVANTAGES PARTICULIERS

Le contexte général de l'opération vous a été précisé dans le rapport du conseil d'administration.

Le rapport vise à apprécier les avantages particuliers relatifs aux actions privilégiées de catégorie B.

EXPERT - COMPTABLE
Charles GERONIMI
H.E.C.
COMMISSAIRE AUX COMPTES

16 rue de JUSSIEU • 06000 NICE • Tel : 04 93 37 62 00 • Fax : 04 93 37 63 00
Email : geronimi@auditazur.experts-comptables.fr• Site internet du cabinet : www.auditazur.experts-comptables.fr
Sites internet de la profession : www.experts-comptables.fr et www.cncc.fr
Membre d'une association agréée par l'Administration Fiscale - Le règlement des honoraires par chèque est accepté

Il est rappelé que ces droits ont été reconnus lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 avril 2002, une précision étant en outre apportée, dans le cadre de la présente Assemblée, sur le sort des actions privilégiées de catégorie B en cas d'opération sur le capital social.

Ces actions privilégiées de catégorie B bénéficieront, en conséquence, des droits suivants :

a) Droit privilégié dans le boni de liquidation

Dans l'hypothèse de liquidation amiable ou judiciaire de la Société, les capitaux propres subsistant après le remboursement du nominal des actions seront utilisés en priorité pour rembourser aux titulaires d'actions préférentielles de catégorie B, à égalité entre eux, la prime d'émission versée, dans la limite du montant de la prime d'émission versée pour chaque action. Le solde des capitaux propres, s'il en existe un, sera enfin réparti également entre toutes les actions de la société à quelque catégorie qu'elles appartiennent.

b) Conseil d'administration

Les titulaires d'actions préférentielles de catégorie B, statuant à la majorité simple, disposeront du droit exclusif de désigner tous les candidats à l'effet de pourvoir cinq des huit postes d'administrateurs qui composeront le Conseil d'administration.

c) Droit d'information spécifique des titulaires d'actions privilégiées de catégorie B

En complément des droits qui leur sont attribués par la loi, les règlements et les statuts de la société, les titulaires d'actions privilégiées B recevront les informations suivantes :

- Les comptes annuels arrêtés dans les quatre-vingt-dix(90) jours après la clôture de l'exercice ;
- Le plan de trésorerie glissant à trois mois et le chiffre d'affaires mensuel et l'écart par rapport aux prévisions dans les quinze jours(15) suivants la fin du mois concerné ;
- Les états trimestriels dans les trente(30) jours suivant la fin du trimestre ;
- Le budget annuel prévisionnel dans les trente(30) jours avant le début de l'exercice concerné ;
- L'état du carnet de commandes et le portefeuille commercial, ainsi que l'état d'avancement du plan de développement tous les mois.

Les états financiers mensuels et trimestriels et leur comparaison avec le budget annuel seront adressés aux administrateurs et aux censeurs dès qu'ils auront été établis.

Le Conseil d'administration arrêtera les modalités selon lesquelles les informations susvisées seront transmises à leurs destinataires.

EXPERT-COMPTABLE
Charles GERONIMI
H.E.C.
COMMISSAIRE AUX COMPTES

d) Durée des droits attachés aux actions privilégiées de catégorie B et modification de ces droits

Il est convenu que les droits spécifiques attachés aux actions privilégiées de catégorie B cesseront à la première des deux dates suivantes : (I) la date de l'admission des actions de la Société aux négociations d'un marché réglementé ou une bourse de valeurs en France ou à l'étranger ou, (II) à l'expiration d'un délai de dix (10) ans à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 28 février 2002 et à l'occasion de laquelle lesdites actions priviliégées de catégorie B ont été créées.

Le sort des actions privilégiées de catégorie B en cas d'opération sur le capital est dorénavant précisé comme suit :

- En cas d'augmentation de capital par attribution d'actions gratuites, les actions attribuées en vertu des droits attachés aux actions d'une catégorie seront elles-mêmes des actions de même catégorie.

- En cas d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, l'assemblée générale décidant l'augmentation de capital statuera sur la catégorie des actions émises.

- Les actions issues de la division du montant nominal appartiendront à la même catégorie que les actions dont le nominal est divisé.

- Seules les actions d'une même catégorie pourront être regroupées pour former une ou plusieurs actions de la même catégorie.

Cette catégorie d'actions privilégiées de catégorie B concernera :

- Les actions actuellement existantes de cette nature,

soit .....55.667.269 actions

- Les actions devant être créées dans le cadre de l'augmentation de capital soumise à votre approbation, et réservées au profit de la Société du Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises, SAS au capital de 350.000 Euros, ayant son siège social 33, avenue du Maine à PARIS, immatriculée au R.C.S. sous le numéro d'identification unique B 433 975 224 PARIS

soit ..... 3.215.434 actions

De surcroît, un bon de souscription d'actions de catégorie B sera émis au profit de ce nouvel actionnaire, assimilable en tous points à ceux existants.

EXPERT-COMPTABLE
Charles GERONIMI
H.E.C
COMMISSAIRE AUX COMPTES

2°- CONCLUSION

Les droits attachés aux actions privilégiées de catégorie B, et au bon de souscription d'actions de catégorie B, réservés au profit de la Société du Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises, ont fait l'objet d'une information pertinente de la part des dirigeants sociaux, sur la nature et les conséquences pour les actionnaires de ces avantages.

Fait à NICE, en quatre exemplaires,
le 03 juin 2002

Le Commissaire aux avantages particuliers



Charles GERONIMI

AUDIT & DIAGNOSTIC
25, rue de Lübeck

75116 PARIS

PRICEWATERHOUSECOOPERS ENTREPRISES
55, allée Pierre Ziller
Route des Dolines
06560 SOPHIA ANTIPOLIS

QuesCom S.A.

7 rue Soutrane
06560 VALBONNE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'augmentation de capital de 482.315,10 € avec suppression du droit préférentiel de souscription

Etabli en application de l'Article L. 225-135 du Code de Commerce

Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002
(1ère et 2ème résolutions)

AUDIT & DIAGNOSTIC
25, rue de Lübeck

75116 PARIS

PRICEWATERHOUSECOOPERS ENTREPRISES
55, allée Pierre Ziller
Route des Dolines
06560 SOPHIA ANTIPOLIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE 482.315,10 € AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-135 DU CODE DE COMMERCE

Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002

Messieurs les Actionnaires
QuesCom S.A.
Société Anonyme au capital de 9.462.490,35 €
7 rue Soutrane
06560 VALBONNE

RCS Grasse 423 675 644

Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, et en exécution de la mission prévue par l'Article L. 225-135 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital réservée de 482.315,10 Euros par l'émission de 3.215.434 actions privilégiées de catégorie B (APB) d'une valeur nominale de 0,15 Euro, émises au prix unitaire de 0,311 Euro, dont 0,161 Euro de prime d'émission, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

La souscription de ces actions privilégiées de catégorie B (APB) serait réservée à un nouvel investisseur financier, le Fonds de Co-investissement des Jeunes Entreprises (F.C.J.E.).

Nous avons procédé au contrôle des informations fournies dans le rapport du Conseil d'Administration sur les motifs de la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission et sur son montant, et également vérifié les informations chiffrées qui y sont présentées, en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

La proposition de la suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite, ainsi que le choix des éléments de calcul du prix d'émission des titres de capital à émettre et son montant appellent de notre part les observations suivantes :

- compte tenu du démarrage récent de l'activité de votre entreprise, le prix proposé de souscription repose largement sur le potentiel technique et humain ainsi que sur la réalisation des perspectives de développement et de rentabilité de la société ;

- il ne nous a pas été remis d'élément de calcul économique et financier du prix d'émission des titres, étant précisé que la dernière augmentation de capital en date du 24 avril 2002 a été réalisée au même prix ;

- les informations chiffrées figurant dans le rapport de gestion sont issues des comptes annuels, lesquels n'ont pas encore fait l'objet d'une approbation par l'assemblée, laquelle se prononcera sur ces comptes lors de sa réunion du 12 juin 2002.

La présentation de l'incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire appréciée par rapport aux capitaux propres n'appelle pas de notre part d'autre observation que celle figurant ci-dessus.

Fait à Paris et Sophia Antipolis, le 27 mai 2002

Les Commissaires aux Comptes

Audit & Diagnostic	PricewaterhouseCoopers Entreprises
Didier Michel Associé	Xavier Salmon Associé

AUDIT & DIAGNOSTIC
25, rue de Lübeck

75116 PARIS

PRICEWATERHOUSECOOPERS ENTREPRISES
55, allée Pierre Ziller
Route des Dolines
06560 SOPHIA ANTIPOLIS

QuesCom S.A.

7 rue Soutrane
06560 VALBONNE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'émission et l'attribution de bons de souscription d'actions de catégorie B avec suppression du droit préférentiel de souscription

Etabli en application de l'Article L. 228-95 du Code de Commerce

Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002
(5ème et 6ème résolutions)

AUDIT & DIAGNOSTIC
25, rue de Lübeck

75116 PARIS

PRICEWATERHOUSECOOPERS ENTREPRISES
55, allée Pierre Ziller
Route des Dolines
06560 SOPHIA ANTIPOLIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EMISSION ET L'ATTRIBUTION DE BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS DE CATEGORIE B AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 228-95 DU CODE DE COMMERCE

Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002

Messieurs les Actionnaires
QuesCom S.A.
Société Anonyme au capital de 9.462.490,35 €
7 rue Soutrane
06560 VALBONNE

RCS Grasse 423 675 644

Messieurs,

E notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, et en exécution de la mission prévue par l'Article L. 228-95 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'émission gratuite d'un bon de souscription d'actions de catégorie B (« **BSA B** »), opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Ce bon sera attribué au Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises (F.C.J.E.) dans les conditions suivantes :

Il serait assimilable en tous points aux BSA « B » émis lors de l'assemblée générale extraordinaire du 28 février 2002, étant précisé que pour les besoins du calcul de la formule d'attribution du nombre d'actions en exercice du BSA « B », NAPB, qui correspond au nombre d'actions privilégiées B détenues par le titulaire du BSA B, sera égal à 3.215.434 pour le Fonds de Co-investissement pour les Jeunes Entreprises (F.C.J.E.).

Nous avons procédé au contrôle des informations fournies dans le rapport du Conseil d'Administration, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription ainsi que sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission des titres de capital à émettre sur son montant, et également vérifié les informations chiffrées qui y sont présentées, en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

La proposition de la suppression du droit préférentiel qui vous est faite, ainsi que le choix des éléments de calcul du prix d'émission des titres de capital à émettre et son montant appellent de notre part l'observation suivante :

- Le prix d'émission des titres de capital à émettre résulte d'une équation dont les principaux paramètres sont décrits dans le rapport du Conseil d'Administration et dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 février 2002, notamment en ce qui concerne la valeur de l'action retenue pour une nouvelle augmentation de capital, pour laquelle nous ne disposons d'aucune information chiffrée nous permettant de nous prononcer.

La présentation de l'incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire appréciée par rapport aux capitaux propres n'appelle pas de notre part d'autre observation que celle figurant ci-dessus.

Fait à Paris et Sophia Antipolis, le 27 mai 2002

Les Commissaires aux Comptes

Audit & Diagnostic	PricewaterhouseCoopers Entreprises
Didier Michel Associé	Xavier Salmon Associé

AUDIT & DIAGNOSTIC
25, rue de Lübeck

75116 PARIS

PRICEWATERHOUSECOOPERS ENTREPRISES
55, allée Pierre Ziller
Route des Dolines
06560 SOPHIA ANTIPOLIS

QuesCom S.A.

7 rue Soutrane
06560 VALBONNE

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur le projet d'augmentation de capital
avec suppression du droit préférentiel de souscription
réservée aux salariés adhérents du Plan d'Epargne d'Entreprise France

Etabli en application de l'Article L. 225-138 du Code de Commerce

Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002
(8ème résolution)

AUDIT & DIAGNOSTIC
25, rue de Lübeck
75116 PARIS

PRICEWATERHOUSECOOPERS ENTREPRISES
55, allée Pierre Ziller – Route des Dolines
06560 SOPHIA ANTIPOLIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE PROJET D'AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION RESERVEE AUX SALARIES ADHERENTS DU PLAN D'EPARGNE D'ENTREPRISE FRANCE ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-138 DU CODE DE COMMERCE

Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002

Messieurs les Actionnaires
QuesCom S.A.
Société Anonyme au capital de 9.462.490,35 €
7 rue Soutrane
06560 VALBONNE

RCS GRASSE 423 675 644

Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, et en exécution de la mission prévue par l'Article L. 225-138 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital d'un montant maximal de 75.000 Euros, réservée aux salariés de QUESCOM, S.A. et des sociétés qui lui sont liées et adhérents au Plan d'Epargne Entreprise, en application de l'Article L. 443-5 du Code du Travail, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Au cas où le principe de cette augmentation de capital serait retenu par votre Assemblée, votre Conseil d'Administration vous propose de lui déléguer le soin d'en arrêter les modalités et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription.

Nous avons examiné le projet d'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe et adhérents du Plan d'Epargne Entreprise France en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Le rapport de votre Conseil d'Administration appelle de notre part l'observation suivante : dans la mesure où ce projet d'augmentation de capital vous est exclusivement proposé afin de satisfaire aux dispositions de la loi du 19 février 2001 sur l'épargne salariale, nous ne pouvons nous prononcer sur les modalités de détermination du prix d'émission, celles-ci n'étant pas définies.

Par ailleurs, le montant du prix d'émission n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation de capital sera réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dont le principe entre cependant dans la logique de l'opération soumise à votre approbation.

Conformément à l'Article 155-2 du Décret du 23 mars 1967, nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation éventuelle de l'augmentation de capital par votre Conseil d'Administration.

Paris et Sophia Antipolis, le 27 mai 2002

Les Commissaires aux Comptes

Audit & Diagnostic	PricewaterhouseCoopers Entreprises
Didier Michel Associé	Xavier Salmon Associé

CERTIFIE CONFORME

Le président, Pl

QUESCOM
Société Anonyme
Au capital de 9.944.805,45 euros
Siège social : Arches des Dolines – 7, rue Soutrane – 06560 Valbonne
423 675 644 R.C.S. GRASSE

STATUTS MIS A JOUR EN DATE DU 12 JUIN 2002

TITRE I

FORME DE LA SOCIETE

OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1ER : FORME DE LA SOCIETE

1/ Suivant acte sous seing privé en date du 30 juin 1999 signé à Ville d'Avray, la présente Société a été constituée sous forme de Société à Responsabilité Limitée.

2/ Aux termes d'une décision unanime en date du 29 octobre 1999, les associés ont notamment décidé de transformer la Société en Société Anonyme.

La Société est régie par le Code de commerce, par les dispositions du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, par les présents statuts et par toutes dispositions légales ou réglementaires postérieures s'appliquant impérativement aux sociétés anonymes.

ARTICLE 2 : OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- la création, le développement et la commercialisation d'équipements électroniques et de solutions informatiques appliquées aux télécommunications et comprenant notamment les systèmes de téléphonie sur des réseaux de données,

- toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou à tout objet similaire ou connexe, ou susceptible d'en faciliter le développement ou la réalisation,

- et généralement, la participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tout fonds de commerce ou établissement, d'alliance ou d'association en participation.

ARTICLE 3 : DENOMINATION

La Société a pour dénomination :

QUESCOM S.A.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé :

Arche des Dolines – 7, rue Soutrane
06560 Valbonne

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du conseil d'administration sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire.

Il peut être transféré partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

En outre, le conseil d'administration peut créer, transférer ou supprimer en France et à l'étranger tous établissements, succursales ou agences.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la Société est de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de neuf millions neuf cent quarante quatre mille huit cent cinq Euros et quarante cinq Eurocents (9.944.805,45 €), divisé en 66.298.703 actions d'une valeur nominale de 0,15 Euro (0,15 €) chacune, entièrement libérées et réparties comme suit :

- 7.416.000 actions ordinaires de catégorie 0, numérotées 1 à 7.416.000 ,

- 58.882.703 actions privilégiées de catégorie B, numérotées de 7.416.001 à 66.298.703.

ARTICLE 7 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte auprès de la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

ARTICLE 8 : DROITS ATTACHES A L'ACTION

Les droits et obligations attachés à une action suivent celle-ci, dans quelque main qu'elle passe. La propriété de l'action entraîne, ipso facto, l'approbation par le titulaire des présents statuts ainsi que celles des décisions générales d'actionnaires.

Les actions B ont les caractéristiques suivantes :

a) Droit privilégié dans le boni de liquidation

Dans l'hypothèse de liquidation amiable ou judiciaire de la Société, les capitaux propres subsistant après le remboursement du nominal des actions seront utilisés en priorité pour rembourser aux titulaires d'actions préférentielles de catégorie B, à égalité entre eux, la prime d'émission versée, dans la limite du montant de la prime d'émission versée pour chaque action. Le solde des capitaux propres, s'il en existe un, sera enfin réparti également entre toutes les actions de la Société à quelque catégorie qu'elles appartiennent.

b) Conseil d'administration

Les titulaires d'actions préférentielles de catégorie B, statuant à la majorité simple, disposeront du droit exclusif de désigner tous les candidats à l'effet de pourvoir cinq des huit postes d'administrateurs qui composeront le Conseil d'administration.

b) Droit d'information spécifique des titulaires d'actions privilégiées de catégorie B

En complément des droits qui leur sont attribués par la loi, les règlements et les statuts de la Société, les titulaires d'actions privilégiées B recevront les informations suivantes :

- les comptes annuels arrêtés dans les quatre-vingt-dix (90) jours après la clôture de l'exercice;

- le plan de trésorerie glissant à trois mois et le chiffre d'affaires mensuel et l'écart par rapport aux prévision dans les quinze jours (15) suivants la fin du mois concerné;

- les états trimestriels dans les trente (30) jours suivant la fin du trimestre;

- le budget annuel prévisionnel dans les trente (30) jours avant le début de l'exercice concerné;

- l'état du carnet de commandes et le portefeuille commercial, ainsi que l'état d'avancement du plan de développement tous les mois.

Les états financiers mensuels et trimestriels et leur comparaison avec le budget annuel seront adressés aux administrateurs et aux censeurs dès qu'ils auront été établis.

Le Conseil d'administration arrêtera les modalités selon lesquelles les informations susvisées seront transmises à leurs destinataires.

c) Durée des droits attachés aux actions privilégiées de catégorie B et modification de ces droits

Il est convenu que les droits spécifiques attachés aux actions privilégiées de catégorie B cesseront à la première des deux dates suivantes : (i) la date de l'admission des actions de la Société aux négociations d'un marché réglementé ou une bourse de valeurs en France ou à l'étranger ou (ii) à l'expiration d'un délai de dix (10) ans à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital créant lesdites actions privilégiées de catégorie B.

ARTICLE 9 : LIBERATION DES ACTIONS DE NUMERAIRE

Les sommes à verser pour la libération en numéraire des actions souscrites au titre d'une augmentation de capital sont payables dans les conditions prévues par l'assemblée générale extraordinaire.

Le versement initial ne peut être inférieur lors d'une augmentation de capital au quart de la valeur nominale des actions ; il comprend, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission.

Le versement du surplus est appelé par le conseil d'administration en une ou plusieurs fois dans un délai de cinq ans à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Les quotités appelées, et la date à laquelle les sommes correspondantes doivent être versées, sont notifiées à chaque actionnaire, quinze jours au moins avant la date d'exigibilité.

L'actionnaire qui n'effectue pas à leur échéance les versements exigibles sur le montant des actions dont il est titulaire est, de plein droit et sans mise en demeure préalable, redevable à la Société d'un intérêt de retard calculé jour après jour à partir de la date d'exigibilité au taux annuel des avances sur titres de la Banque de France, sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Il est en outre privé, jusqu'au recouvrement des sommes dues, du droit d'accès et de vote aux assemblées, du droit aux dividendes et du droit préférentiel de souscription.

ARTICLE 10 : CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

La propriété des actions résulte de l'inscription en compte nominatif portée au nom de chaque actionnaire sur les registres ou les fiches tenus à cet effet au siège social.

La Société adresse une attestation d'inscription à chaque propriétaire d'actions qui en fait la demande.

Les changements dans la propriété des actions ainsi que le nantissement des actions sont inscrits dans l'ordre chronologique sur un registre tenu à cet effet par la Société.

Le titre nominatif est transmis à l'égard des tiers et de la Société par un ordre de mouvement émis, signé et éventuellement authentifié conformément à la loi.

La mutation des titres nominatifs par succession ou par donation est effectuée sur la production d'un ordre de mouvement accompagné d'une pièce probante : certification de mutation, attestation de propriété ou autre document s'y substituant.

Les frais occasionnés par les mouvements de titres sont à la charge des cessionnaires ou des ayants-droit.

Si les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit être signé en outre par le cessionnaire. Le cédant et les cessionnaires successifs sont tenus solidairement du montant non libéré des actions pendant un délai de deux ans à compter de la date de la réquisition du transfert des actions au compte du cessionnaire.

TITRE III

ADMINISTRATION

ARTICLE 11 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un Conseil d'administration composé de huit (8) membres nommés au cours de la vie sociale par l'assemblée générale ordinaire.

Sur les huit membres du Conseil, cinq (5) seront désignés sur proposition des titulaires d'actions privilégiées et trois (3) sur proposition des titulaires d'actions ordinaires.

Le Président du Conseil d'administration dispose, en cas d'égalité des voix, d'une voix prépondérante.

Le Conseil d'administration peut à tout moment inviter des tiers, actionnaires de la Société ou non, à assister aux réunions du Conseil en qualité de censeurs, avec voix consultative non délibérante. Les censeurs sont révoqués à tout moment par décision du Conseil d'administration.

ARTICLE 12 : DUREE DES FONCTIONS - RENOUVELLEMENT - COOPTATION

I - La durée des fonctions des administrateurs est de six années ; cette durée expire à l'issue de l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

II - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente ; le mandat du représentant permanent lui est conféré pour la durée du mandat de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé lors de chaque renouvellement du mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier à la Société, dans un délai de quinze (15) jours, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, cette révocation, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

III - La limite d'âge pour exercer les fonctions d'administrateur est de 75 ans.

IV - En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs alors que le nombre des administrateurs restant en fonction n'est pas inférieur au minimum légal, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement une assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif dudit conseil.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.
L'administrateur nommé en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré ne demeure en fonction que pendant le temps à courir sur le mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 13 : ACTIONS D'ADMINISTRATEUR

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins pendant toute la durée de son mandat. Si, au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'action requis, ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est d'office réputé démissionnaire s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

TITRE IV

CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne également un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, conformément à la loi.

ARTICLE 15 : REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

15.1. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

15.2. Les administrateurs sont convoqués aux séances du conseil par le Président. La convocation peut être faite par tous moyens, par écrit ou oralement.

De plus, lorsque le conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, les administrateurs représentant au moins un tiers des membres du conseil peuvent demander au Président de convoquer le conseil sur un ordre du jour déterminé.

Le directeur général, s'il en est nommé un, peut également demander au Président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Lorsqu'il a été constitué un comité d'entreprise, les représentants de ce comité, désignés conformément aux dispositions du Code du Travail, devront être convoqués à toutes les réunions du conseil d'administration.

Les réunions du conseil ont lieu soit au siège social soit en tout autre endroit en France ou hors de France.

15.3. Pour la validité des délibérations du conseil, le nombre des membres présents doit être au moins égal à la moitié des membres.

Les décisions du conseil d'administration seront prises à la majorité des voix; en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Le règlement intérieur de la société peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par des moyens de visioconférence, dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

15.4. Tout administrateur peut donner, même par lettre, télégramme, télex ou télécopie ou courrier électronique, pouvoir à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil, mais chaque administrateur ne peut disposer au cours d'une séance que d'une seule procuration.

15.5. Les copies ou extraits des délibérations du conseil d'administration sont valablement certifiés par le Président du conseil d'administration, le directeur général s'il en est nommé un, un directeur général délégué, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet

ARTICLE 16 : POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

Dans la limite de l'objet social, le conseil d'administration se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui le concerne. Il procède aux contrôles et aux vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles.

ARTICLE 17 : PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION - DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un Président qui doit être une personne physique. Il détermine la durée de ses fonctions, qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur, et peut le révoquer à tout moment. Le conseil fixe sa rémunération.

Le Président du conseil d'administration représente celui-ci. Il organise et dirige les travaux du conseil dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président du conseil ne peut être âgé de plus de 75 ans. Si le Président atteint cette limite d'âge au cours de son mandat de président, il est réputé démissionnaire d'office. Son mandat se prolonge cependant jusqu'à la réunion la plus prochaine du conseil d'administration au cours de laquelle son successeur sera nommé. Sous réserve de cette disposition, le Président du conseil est toujours rééligible.

La direction générale de la société est assurée sous sa responsabilité, soit par le Président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration en qualité de directeur général.

Les modalités d'exercice de la direction générale de la société sont déterminées par le conseil d'administration.

Le Président du conseil d'administration lorsqu'il assure la direction générale de la société, ou le directeur général, selon le cas, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans les limites de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que de ceux qu'elle réserve de façon spéciale au conseil d'administration.

Conformément aux dispositions de l'article 706-43 du code de procédure pénale, le Président peut valablement déléguer à toute personne de son choix le pouvoir de représenter la société dans le cadre des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de celle-ci.

Le directeur général ou le Président du conseil d'administration, selon le cas, est révocable à tout moment par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration détermine la rémunération du directeur général

ARTICLE 18 : DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

Le directeur général ou le Président du conseil d'administration lorsqu'il assure la direction générale de la société, selon le cas, peut se faire assister d'une ou plusieurs personnes physiques, nommées par le conseil d'administration en qualité de directeur général délégué, sur proposition du directeur généra ou du Président du conseil d'administration, selon le cas.

En accord avec le directeur général ou le Président du conseil d'administration lorsqu'il assure la direction générale de la société, le conseil détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés au directeur général délégué. Le conseil fixe sa rémunération. Lorsque le directeur général délégué a la qualité d'administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

A l'égard des tiers, les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le directeur général.

Un directeur général délégué ne peut être âgé de plus de 75 ans. Lorsqu'un directeur général délégué atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office. Son mandat se prolonge cependant jusqu'à la réunion la plus prochaine du conseil d'administration au cours de laquelle un nouveau directeur général délégué pourra être nommé.

Le ou les directeurs généraux délégués, dont le nombre ne peut dépasser cinq, sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur proposition du directeur général, ou du Président du conseil d'administration lorsqu'il assure la direction générale de la société, selon le cas

ARTICLE 19 : CONVENTIONS SOUMISES A AUTORISATION

19.1. Les cautions, avals et garanties par la société d'engagements de tiers doivent être autorisés par le conseil d'administration dans les conditions prévues par la loi.

19.2. Toute convention intervenant entre la société et l'un de ses administrateurs, son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, soit directement, soit indirectement, ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si le directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance ou dirigeant de ladite entreprise.

L'autorisation préalable du conseil d'administration sera requise dans les conditions prévues par la loi. Il est toutefois précisé que l'administrateur concerné sera pris en compte pour le calcul du quorum mais qu'il ne pourra pas prendre part au vote.

ARTICLE 20 : CONVENTIONS INTERDITES

Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte-courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux directeurs généraux, aux directeurs généraux délégués et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent article, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 21 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé, dans les conditions fixées par la loi, par un ou plusieurs commissaires aux comptes remplissant les conditions légales d'éligibilité. Lorsque les conditions légales sont réunies, la société doit désigner au moins deux commissaires aux comptes.

Chaque commissaire aux comptes est nommé par l'assemblée générale ordinaire.

L'assemblée générale ordinaire nomme un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

Si l'assemblée générale ordinaire des actionnaires omet d'élire un Commissaire aux comptes, tout actionnaire peut demander en justice qu'il en soit désigné un, le Président du Conseil d'administration dûment appelé. Le mandat du Commissaire aux comptes désigné par justice prendra fin lorsque l'assemblée générale ordinaire des actionnaires aura nommé le ou les commissaires aux comptes.

TITRE V

ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 22 : GENERALITES

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations, prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre des actions qu'ils possèdent.

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice, une assemblée générale ordinaire.

Des assemblées générales, soit ordinaires, soit extraordinaires, selon l'objet des résolutions proposées, peuvent en outre être réunies à toute époque de l'année.

Les assemblées générales sont convoquées dans les conditions de forme et délais fixées par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou dans tout autre lieu précisé dans ladite convocation et fixé par le convoquant.

ARTICLE 23 : REPRESENTATION ET ADMISSION AUX ASSEMBLEES

Un actionnaire peut toujours se faire représenter aux assemblées générales par son conjoint ou par un autre actionnaire. Il peut exprimer son vote par correspondance, conformément à la loi. En cas de présence de l'actionnaire à l'assemblée, celle-ci rendra nulle le vote par correspondance ou par procuration ; le vote par correspondance exclura celui par procuration. Il ne sera plus tenu compte des formulaires reçus par la société moins de trois jours avant la date de l'assemblée.

Les mineurs et les incapables sont représentés de plein droit par leurs tuteurs et administrateurs et les sociétés par une personne ayant la signature sociale ou valablement déléguée à cet effet ; le tout sans que les tuteurs, administrateurs ou autres représentants aient besoin d'être personnellement actionnaires.

Sauf disposition légale contraire, tout mouvement de titres est suspendu pendant les cinq jours qui précèdent la réunion de l'assemblée.

Le conseil d'administration a la faculté pour toute assemblée de réduire ou même de supprimer le délai ci-dessus.

ARTICLE 24 : BUREAU FEUILLE DE PRESENCE - VOIX

L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou par l'administrateur délégué temporairement dans l'exercice de ses fonctions ou, à leur défaut, par un administrateur désigné par le conseil. A défaut, l'assemblée élit son Président.

Les fonctions de Scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents disposant du plus grand nombre de voix et, sur leur refus, par ceux qui viennent après eux, jusqu'à acceptation.

Le Bureau ainsi composé désigne un Secrétaire qui peut être choisi en dehors de l'assemblée.

Une feuille de présence est établie conformément à la loi.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation, sous réserve de l'application aux assemblées générales appelées à vérifier tous apports en nature ou avantages particuliers, des dispositions de l'article L. 225-10 du Code de commerce qui stipulent que les actions de l'apporteur ou du bénéficiaire ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 233-31 dudit code relatives à l'auto-contrôle.

Les votes sont exprimés par mains levées, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble le dixième du capital.

ARTICLE 25 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire annuelle entend les rapports présentés par le conseil d'administration et le ou les commissaires aux comptes, approuve ces rapports, l'inventaire et les comptes annuels ou en demande le redressement, détermine l'emploi du bénéfice, fixe les dividendes, nomme et remplace quand il y a lieu les administrateurs, approuve ou rejette les nominations faites pendant l'exercice, examine les actes de gestion des administrateurs, leur donne quitus, les révoque pour des causes dont elle est seule juge, approuve ou rejette les opérations visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, vote les jetons de présence du conseil d'administration, désigne, quand il y a lieu, le ou les commissaires et plus généralement règle toutes les questions qui n'emportent pas modification des statuts.

L'assemblée annuelle peut, en outre, comme toute assemblée ordinaire réunie extraordinairement statuer sur tous objets soumis par le conseil d'administration et qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 26 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts dans toutes leurs dispositions, les modifications, quelles qu'elles soient, autorisées par la loi.

Elle ne peut, en aucun cas, si ce n'est à l'unanimité des actionnaires, augmenter les engagements de ceux-ci, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle peut notamment, et sans que l'énumération ci-après puisse être interprétée d'une façon limitative, décider :

- la modification ou l'extension de l'objet social ;

- le changement de dénomination de la Société ;

- le transfert du siège en dehors du département où il se trouve et des départements limitrophes ;

- l'augmentation et la réduction du capital social de quelque manière que ce soit ;

- le changement de la nationalité de la Société dans les conditions prévues à l'article L. 225-97 du Code de commerce ;

- la prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la Société ;

- sa fusion ou son absorption avec ou par toutes autres sociétés constituées ou à constituer ;

- la cession à tous tiers ou l'apport à toutes sociétés existantes ou nouvelles de l'ensemble des biens, droits et obligations de la Société ;

- la transformation de la Société en société de toute autre forme ;

- l'émission d'obligations convertibles en actions ou d'obligations avec bons de souscription d'actions ;

- l'émission de bons de souscription d'actions et de valeurs mobilières composées ;

- l'émission d'actions de priorité ou d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote ;

- le fractionnement des actions en certificats d'investissement et certificats de droit de vote ;

- le regroupement des actions ou leur division en actions ayant une valeur nominale moindre.

ARTICLE 27 : QUORUM ET MAJORITE - PROCES-VERBAUX

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires délibèrent dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de communication qui permettent leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Les procès-verbaux des délibérations d'assemblées et les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont établis et certifiés conformément à la réglementation en vigueur.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - INVENTAIRE

ARTICLE 28 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2000.

ARTICLE 29 : INVENTAIRE ET COMPTES SOCIAUX

Le conseil d'administration établit à la fin de chaque exercice social l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du titre II du livre 1er du Code de Commerce, et établit un rapport de gestion contenant les informations prévues par la loi.

TITRE VII

BENEFICE - FONDS DE RESERVE

ARTICLE 30 : DETERMINATION DU BENEFICE

Les produits nets de l'exercice, après déduction des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice de l'exercice.

ARTICLE 31 : AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est fait d'abord un prélèvement de 5 % au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "Réserve Légale" ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la Réserve Légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent et augmenté des reports bénéficiaires.

L'excédent du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur la proposition du conseil d'administration, être employé, en totalité ou en partie, à constituer tous fonds de réserve ou être réparti aux actions à titre de dividende.

L'assemblée générale peut toujours décider le report à l'exercice suivant de la totalité ou d'une fraction quelconque du bénéfice distribuable d'un exercice. Elle peut aussi décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Par dérogation aux dispositions du présent Article, il est procédé, le cas échéant, à une dotation à la "Réserve spéciale de participation des Travailleurs" dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 32 : PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée ou, à défaut, par le conseil d'administration.

La distribution d'acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice peut être effectuée dans les conditions prévues par la loi.

L'assemblée générale des actionnaires aura la faculté d'offrir aux actionnaires le choix entre un paiement du dividende en numéraire ou en actions, conformément à la loi.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 33 : DISSOLUTION ANTICIPEE

L'assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la Société.

ARTICLE 34 : CAS DE PERTES

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les dispositions légales devront être appliquées.

ARTICLE 35 : CONDITIONS DE LA LIQUIDATION

A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi ; cette nomination met fin aux fonctions des administrateurs, et, sauf décision contraire de l'assemblée générale, à celles du ou des commissaires aux comptes.

En cas de liquidation de la société, l'actif net de liquidation sera réparti entre les actionnaires de la façon suivante :

- en premier lieu aux actions de catégorie B et aux actions ordinaires pour le montant de leur valeur nominale en proportion de leur quote-part dans le capital ;
- en second lieu, aux actions de catégorie B, à égalité entre elles, pour le montant de la prime d'émission payée pour la souscription de chaque action de catégorie B ; et
- en dernier lieu, le solde par priorité aux actions de catégorie B, puis aux actions ordinaires en proportion de leur quote part dans le capital.

ARTICLE 36 : TRIBUNAUX COMPETENTS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la Société ou de la liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la Société et les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement au sujet des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.